

Bulletin

SQÉP

Société québécoise d'évaluation de programme

affiliée à la Société canadienne d'évaluation

Mot du président

EN BREF :

Le programme de l'année

L'assemblée générale annuelle de la SQÉP, qui a eu lieu le vendredi 10 novembre 2000 en marge du Colloque annuel, est un moment fort dans la vie de la Société. C'est en effet à cette occasion qu'on renouvelle le Conseil d'administration, qu'on fait le bilan de l'année écoulée et qu'on établit le plan de travail pour l'année à venir.

Cette année, le renouveau du Conseil d'administration s'est traduit par l'arrivée de deux administratrices, Sylvie Lefrançois et Louis Guimond qui ont remplacé Carole Duchesne et Marie-Claude Brunet. Malheureusement, Louis Guimont a été obligé de remettre sa démission peu après son élection et il a été remplacé par Nathalie Dubois. En votre nom, je remercie Carole, Marie-Claude et Louis de leur contribution à la vie de la SQÉP. Je souhaite la bienvenue à Sylvie et à Nathalie et je suis certain que leur participation au CA sera à la fois active et enrichissante.

Le bilan des activités de l'année écoulée établi à l'occasion de l'assemblée générale annuelle a été des plus positifs. C'est bien sûr le

succès remporté par le Congrès de la SCÉ tenu à Montréal au mois de mai 2000 qui domine ce bilan. Succès de participation avec plus de 544 congressistes, succès d'appréciation à en juger par les fiches d'évaluation et enfin, succès financier, puisque le profit dégagé a été à la hauteur des attentes. Ce bilan positif n'est pas le fruit du hasard. On le doit au travail acharné du Comité organisateur présidé par Natalie Kishchuk et Jim Cullen et composé principalement de membres de la SQÉP de la région de Montréal.

Bien que l'organisation du Congrès de la SCÉ ait mobilisé beaucoup d'énergies, le bilan de l'année fait aussi une large place à d'autres aspects stratégiques de la mission de la SQÉP, y compris la formation des membres et l'organisation de son colloque annuel. Ainsi trois activités de formation portant successivement sur les modèles logiques, l'art de communiquer les résultats d'évaluation ainsi que sur l'évaluation de la satisfaction de la clientèle ont été présentées. Notre colloque annuel, consacré à «L'approche économique de l'évaluation de programme», dont on rend compte ailleurs dans ce Bulletin, a permis aux évaluateuses de programme d'explorer l'univers souvent mal connu des contributions de la science économique à la méthodologie d'évaluation.

Pour l'année 2000-2001, le plan de travail de la SQÉP n'est plus dominé par une seule activité, comme l'a été celui de l'an dernier par le Congrès de la SCÉ. Tous les aspects stratégiques de la mission de la SQÉP, soit la tenue d'un Colloque annuel, les activités de formation et de perfectionnement, la promotion de la fonction d'évaluation, les services aux membres y compris le recrutement de nouveaux membres, ainsi que le maintien de contacts suivis et étroits avec la SCÉ y trouvent une place équilibrée.

Pour le colloque de 2001, on prévoit revenir à une formule plus classique basée sur un appel de communications lancé au printemps, formule abandonnée temporairement l'an dernier en raison des délais raccourcis pour la préparation du colloque imposés par la tenue du Congrès de la SCÉ et aussi en raison du choix d'un thème unique. Le colloque se tiendra dans la région de Montréal pour respecter le principe de l'alternance Québec-Montréal. Le comité organisateur qui se réunira prochainement aura comme premières priorités le choix du thème et du lieu du colloque.

Suite à la page 2

Numéro de février 2001
Volume 14 n° 1



Direction :
Martin St-Georges

Collaboratrices et collaborateurs :

Hélène Johnson
Patrick Moran
Lysette Trahan

Équipe permanente :

Sigrîd Choquette
Monique Comeau
Jacques Gagnon
Martin St-Georges

Tirage : 350

Ce bulletin est publié par une équipe de bénévoles de la SQÉP.



Au bout du fil

Martin St-Georges :

Dir. de la santé publique de Montréal-Centre
1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Tél. : (514) 528-2400 #3303
Courriel : georges007@hotmail.com

Secrétariat :

199, boul. Valcartier
Loretteville (Québec) G2A 2M8
Tél. / Télécopieur :
(418) 847-9850
Courriel : sqep@mediom.qc.ca

Le programme de l'année (suite)

En ce qui concerne la formation et le perfectionnement, une première activité intitulée «Rendre utiles les indicateurs - leur utilisation convergente pour l'évaluation, la planification et la gestion» est déjà programmée. Cette activité d'une durée d'une journée qui sera animée par Pierre Voyer, professeur à l'ÉNAP, aura lieu le jeudi 22 mars 2001 à Québec, et elle sera reprise le jeudi 29 mars à Montréal. Une deuxième activité, consacrée à l'examen des liens entre les fonctions de Veille, de Planification stratégique et d'Évaluation de programme, organisée en collaboration avec le GPS, les responsables du Réseau de Veille, le GRAÉP et la SQÉP, aura également lieu à l'ÉNAP. Elle est prévue pour les 11 et 12 avril 2001. Parmi les autres activités prévues, mais pour lesquelles des dates définitives n'ont pas encore été retenues, mentionnons un prétest des deux premiers modules du matériel *Essential Skills* qui a été traduit en français l'an dernier; un atelier intitulé «Le Web au service de l'évaluation» ainsi qu'un dîner-conférence sur le thème «La vision personnelle d'un évaluateur».

Les démarches qui visent à promouvoir l'évaluation comprennent, entre autres, le suivi de l'implantation de la nouvelle *Loi sur l'administration publique* ainsi que la formulation de commentaires sur le projet de «Guide sur l'évaluation» qui a été préparé au Secrétariat du Conseil du trésor, projet qui est actuellement en consultation.

Sous la rubrique de services aux membres, on regroupe des activités comme le Bulletin et le Site Web qui constituent des outils de communication et d'information permettant aux membres de se tenir au courant des nouveautés concernant la SQÉP, des activités de formation, des offres d'emploi et des relations avec d'autres sociétés d'évaluation. Ici, une attention particulière sera accordée aux relations avec la SCÉ, étant donné que le traitement de presque tous les dossiers stratégiques de la SQÉP exige des contacts fréquents avec la SCÉ. En ce qui concerne plus spécifiquement les offres d'emploi, la SQÉP espère relancer cette année une démarche entreprise l'an dernier concernant la mise sur pied d'une Banque de ressources professionnelles.

On constate, à la lecture de ce résumé du Plan de travail, que les projets ne manquent pas. On pourrait même dire que le Plan est trop ambitieux et qu'il faudrait se limiter à des objectifs plus modestes et plus faciles à atteindre. C'est certain que les moyens dont dispose la SQÉP sont limités et que le temps dont disposent les membres du CA, tous bénévoles, et à qui incombe pour l'essentiel la réalisation de ces projets, est également limité. Mais je crois qu'il est préférable de se fixer des objectifs ambitieux en pariant sur l'engagement des membres du CA, tout en espérant que d'autres membres de la SQÉP, intéressés par l'un ou l'autre de ces projets, feront connaître leur disponibilité pour contribuer à leur réalisation.

Patrick Moran

Conseil d'administration de la SQÉP

Patrick Moran, président • Hélène Johnson, vice-présidente • Richard Marceau, secrétaire • Jacques Gagnon, trésorier • Marie-Hélène Adrien, administratrice • Jim Cullen, administrateur • Nathalie Dubois, administratrice • Sylvie Lefrançois, administratrice • Natalie Kishchuk, administratrice • Martin St-Georges, administrateur • Lysette Trahan, administratrice

Qui est membre de la SQÉP?

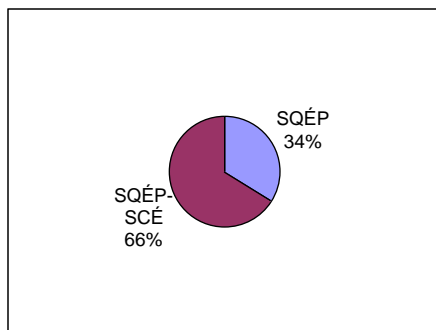
par Jacques Gagnon

Selon nos registres, la SQÉP a atteint le nombre impressionnant de **326 membres** en janvier 2001. La vitalité de notre organisme est à souligner. Le Congrès de la SCÉ tenu en mai 2000 a certes contribué à ce nombre mais nous pouvons aussi constater un accroissement régulier depuis les deux dernières années (278 en mars 2000, 224 en mars 1999).

La SQÉP s'impose de plus en plus comme le regroupement naturel des évaluateurs et des évaluatrices. Nous pouvons tous, en tant que membres de la SQÉP, être fiers de notre réussite.

Statut des membres

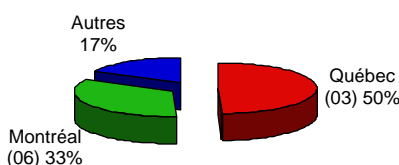
Au sein de la SQÉP, un membre peut choisir d'adhérer ou de ne pas adhérer à la SCÉ. Un total de 215 membres, soit environ les deux tiers, maintiennent leur appartenance à la SCÉ, tandis que les 111 membres restants préfèrent s'en tenir à la SQÉP.



Provenance

La moitié des membres de la SQÉP proviennent de la région administrative de Québec (03). La région de Montréal (06) accueille elle aussi un fort contingent avec 34 %. Les autres régions

commencent à occuper une place de plus en plus importante avec 17 % du total. Ces membres hors Québec et hors Montréal sont disséminés dans 12 régions administratives, ce qui est très intéressant en termes de représentativité territoriale. Un membre provient de l'Argentine.



Employeur-e

Sur les 266 membres dont nous avons des données pour le type d'employeur-e, les ministères du gouvernement québécois en fournissent le plus grand nombre avec 27 %, suivi de très près par les organismes publics (commissions, sociétés, agences, instituts, etc.) avec 26 %.

Le secteur de la santé (Régies régionales, CLSC, Centres d'accueil, etc.) est aussi bien présent avec 19 % de membres. Le monde de la consultation (consultant-e-s,

travailleurs-euses autonomes) commence à se faire voir avec 13 %. Les personnes du gouvernement fédéral (ministères et organismes) sont en moins grand nombre (5 %) et les municipalités n'ont que 1 % du total de membres.

Diplômes obtenus

Les membres de la SQÉP sont scolarisés comme les chiffres le montrent :

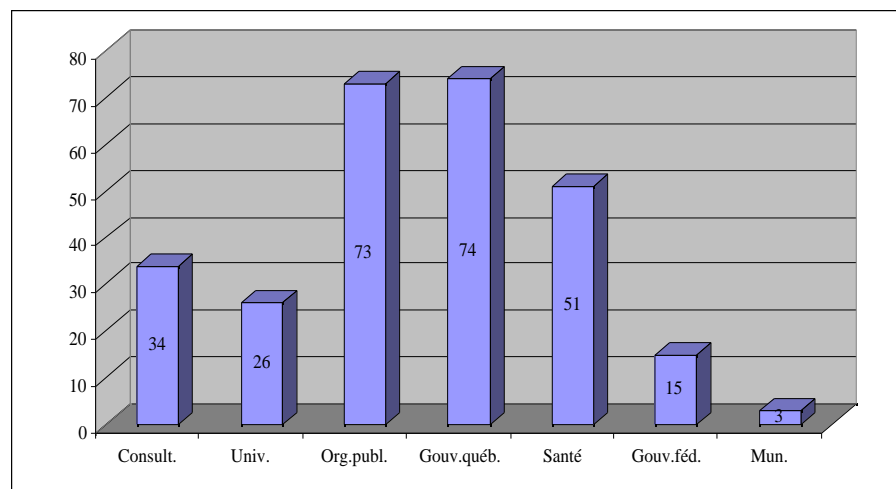
Doctorat	20 %
Maîtrise	60 %
Baccalauréat	20 %

En effet, plus de 80 % des 157 membres qui ont donné cette information détiennent un diplôme de doctorat et de maîtrise.

Spécialité

Les évaluateurs-trices sont avant tout des personnes issues des sciences humaines à raison de 62 % du total de 157 membres. Une grande partie (au moins 25 membres) mentionne un diplôme en évaluation de programme.

Suite à la page 4



Présentation du nouveau CA de la SQÉP

Patrick Moran

Après des études en génie, d'abord dans son pays natal, l'Irlande, et ensuite en Grande-Bretagne, en Allemagne et finalement à l'Université Queen's en Ontario, Patrick a travaillé au gouvernement de l'Ontario avant de s'établir au Québec en 1965. Sa carrière au gouvernement du Québec l'a amené du ministère des Finances, en passant par le ministère des Transports, jusqu'au Secrétariat du Conseil du trésor. Patrick s'intéresse à l'évaluation de programme depuis fort longtemps. Cet intérêt s'est exprimé de multiples façons : il a participé à l'implantation du système PPB, dans lequel l'évaluation de programme occupe une place stratégique; il a été responsable de l'évaluation des politiques administratives du Conseil du trésor; il a développé la première politique gouvernementale en matière d'évaluation de programme; il a organisé le premier colloque sur l'évaluation au Québec en 1987; il a rédigé de nombreux articles et prononcé des allocutions qui avaient pour sujet l'évaluation de programme. Patrick a été membre du Conseil d'administration de la SCE dans les années 1980. Il a été élu membre du CA de la SQÉP en 1996 et président lors

des assemblées générales de 1999 et 2000.

Hélène Johnson

Hélène Johnson est cofondatrice et présidente de Johnson & Roy inc., une firme privée de consultant-e-s spécialisé-e-s en mesure et évaluation œuvrant principalement auprès des organismes publics, parapublics et des institutions d'enseignement supérieur. Elle détient un Ph.D. en mesure et évaluation de l'Université Laval (1992). Elle a travaillé dans cette institution pendant plusieurs années à titre de conseillère en évaluation et y enseigne encore régulièrement comme chargée de cours en élaboration et en évaluation de programmes. Membre du CA de la SQÉP depuis déjà sept ans et vice-présidente depuis un an, elle s'intéresse particulièrement au dossier de la formation continue des membres et à celui de l'organisation des colloques annuels.

Jacques Gagnon

Détenteur d'une maîtrise en économie, Jacques Gagnon a travaillé de nombreuses années aux ministères des Ressources natu-

relles, de l'Environnement et des Affaires municipales en tant qu'évaluateur, économiste et planificateur. Il travaille maintenant à son propre compte. Il s'intéresse à l'évaluation des programmes et des organisations, à la gestion par résultats, aux indicateurs de performance et tableaux de bord, aux sondages auprès de la clientèle et à l'évaluation économique. Il est membre du conseil d'administration de la SQÉP depuis 11 ans dans lequel il occupe notamment les fonctions de trésorier et responsable du site Web. Son expérience le conduit à supporter les opérations de la SQÉP à tous les niveaux. Il reconnaît la SQÉP comme l'agent promoteur de l'évaluation au Québec qui défend ses intérêts auprès des décideur-e-s et des employeur-e-s et qui développe la formation de ses membres et le réseautage.

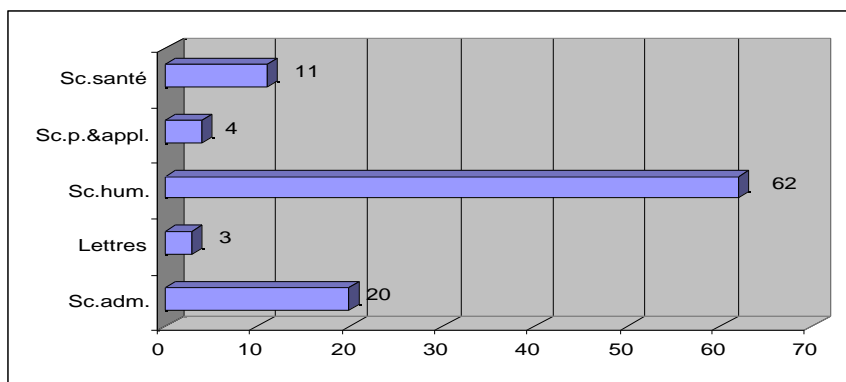
Richard Marceau

Richard Marceau est professeur à l'École nationale d'administration publique depuis 1984. Il est également professeur invité à

Suite à la page 5

a a a a

Qui est membre de la SQÉP? (suite)



Les membres avec un diplôme en sciences de la gestion viennent au second rang avec 20 %. Les sciences de la santé occupent le troisième rang avec 11 %, tandis que les sciences pures et appliquées et les lettres forment respectivement 4 et 3 % des disciplines présentes.

Présentation du nouveau ca de la SQÉP (suite)

l'Institut national de la recherche scientifique et membre du Conseil scientifique de l'Institut Économique de Montréal. Il détient un doctorat en science politique de l'Université Laval, une maîtrise en sciences de l'eau de l'INRS et un baccalauréat en physique de l'Université Laval. Monsieur Marceau est un analyste de politiques publiques et un évaluateur de programmes qui a, en particulier, publié dans les secteurs de l'environnement et de l'éducation. Il a, de plus, réalisé des évaluations de programmes dans de nombreux autres secteurs d'intervention publique pour des ministères fédéraux et provinciaux ainsi que pour le Vérificateur général du Québec.

Marie-Hélène Adrien

Marie-Hélène Adrien a une formation en administration et étude des politiques en éducation et détient un doctorat de l'Université McGill, ainsi qu'un baccalauréat en psychologie organisationnelle. Elle est vice-présidente ressources humaines et consultante senior à la firme Universalis, cabinet-conseil montréalais dont l'un des champs d'activités est l'évaluation de programme et l'évaluation institutionnelle, tout particulièrement sur la scène internationale. Madame Adrien est l'auteure de la publication «Évaluation institutionnelle : cadre conceptuel pour les partenaires du CRDI» (Presses du CRDI, 1996) et travaille présentement sur plusieurs guides portant sur l'auto-évaluation ainsi que sur des sessions de formation sur l'évaluation institutionnelle pour les agences d'exécution des Banques africaine et interaméricaines de développement. Elle applique ses méthodologies d'évaluation à des projets, programmes ou institutions dont la mission est l'éducation, l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé. Arrivée au Québec il y a 25 ans, madame Adrien est d'origine haïtienne.

Jim Cullen

Jim Cullen détient une maîtrise de l'Université Concordia et un brevet d'enseignement de l'Université McGill. Il a également étudié à l'Université de Chicago et à l'Université de Montréal. Il a œuvré au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada (CMEC), organisme qui regroupe les ministres de l'Éducation des provinces et des territoires. Il y fut coordonnateur de l'enseignement primaire et secondaire et coordonnateur du programme d'indicateurs de rendement scolaire (PIRS). Actuellement professionnel aux Services à la communauté anglophone, Direction des politiques et des projets du ministère de l'Éducation du Québec, monsieur Cullen est chargé du dossier des indicateurs de l'éducation en langue anglaise. Membre de la SQÉP depuis quelques années, il a été un participant actif aux derniers congrès de la SCÉ à Vancouver et à Ottawa. Membre de l'American Educational Research Association, il entend promouvoir l'implantation de la SQÉP dans le domaine de l'éducation. Il a présidé le Colloque '98 de la SQÉP à Saint-Hyacinthe et coprésidé le Comité organisateur du Congrès 2000 de la SCÉ.

Natalie Kishchuk

Consultante autonome en évaluation de programme et en recherche sociale appliquée, madame Kishchuk est détentriche d'un doctorat en psychologie sociale. Elle était anciennement vice-présidente, région du Québec des Associés de recherche Ekos (1996-1998), responsable de l'unité Organisation et évaluation des services préventifs de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre (1992-1996) et coordonnatrice de la recherche au Département de santé communautaire de l'Hôpital général de Montréal (1988-

1992). Elle est professeure accréditée au Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal, professeure associée au Département d'épidémiologie et de biostatistique de l'Université McGill et membre du Comité de rédaction de la *Revue canadienne d'évaluation de programme*. Active depuis de nombreuses années au sein de la SCÉ dans le dossier des normes en évaluation de programme, elle a également animé des ateliers de perfectionnement dans le cadre des programmes de développement professionnel de la SCÉ et la SQÉP. Elle est membre du Conseil d'administration depuis quelques années. Elle a coprésidé le Comité organisateur du Congrès 2000 de la SCÉ.

Lysette Trahan

Détentriche d'un doctorat en physiologie de l'Université de Montréal, madame Trahan pratique l'évaluation de programmes depuis une quinzaine d'années au ministère de la Santé et des Services sociaux. Elle a débuté sa carrière dans le monde merveilleux de l'éducation, d'abord comme stagiaire de recherche à l'Université de Grenoble pendant une année puis à titre de chargée d'enseignement au Centre universitaire des Sciences de la Santé de l'Université de Yaoundé (Cameroun) pendant deux ans et de professeure adjointe à l'Université d'Ottawa. Elle a par la suite réorienté sa carrière en œuvrant comme agente de recherche au sein du gouvernement québécois à l'Office de la protection du consommateur, puis au ministère de la Santé et des Services sociaux. Ses principales fonctions au MSSS sont la conception, la planification, la réalisation et la coordination de recherches évaluatives et d'analyses concernant les politiques et orientations ministérielles et l'organisation des services de santé. Ses principaux champs d'activités sont les personnes âgées, la santé physique, les services à domicile.

Suite à la page 6

Présentation du nouveau CA de la SQÉP (suite)

Elle joue un rôle conseil auprès des partenaires du MSSS engagés dans l'évaluation en plus de participer aux recherches et d'assurer l'interface entre plusieurs équipes de chercheurs universitaires dans les domaines sous sa responsabilité. Madame Trahan voit la SQÉP comme un lieu exceptionnel et dynamique d'échanges, de formation et de promotion de l'évaluation de programme.

Martin St-Georges

Martin St-Georges complète une maîtrise portant sur le rôle de l'évaluateur-trice dans les différentes méthodes d'évaluation. Depuis quelques années, il s'implique dans les activités de la SQÉP, entre autres, en tant que rédacteur du Bulletin. De plus, il a travaillé dans plusieurs centres de recherche dont celui de l'Institut Philippe-Pinel et celui de l'Hôpital Douglas. Présentement, il travaille à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre à titre de contractuel sur divers projets. Outre l'évaluation de programme, il se passionne pour les différentes théories des organisations et le management. Martin a contribué activement à l'organisation de plusieurs colloques depuis les dernières années.

Nathalie Dubois

Nathalie Dubois réalise actuellement son doctorat à l'École nationale de l'administration publique sur la discipline de l'évaluation des programmes publics. Elle conçoit l'évaluation des programmes de troisième cycle à cette institution et participe à un groupe de recherche sur la gouvernance. Elle y enseigne aussi les méthodologies de recherche et l'analyse des politiques publiques. Elle a œuvré en recherche et évaluation pendant trois années à la Régie régionale de la santé et des

services sociaux des Laurentides. Nathalie a aussi réalisé différentes évaluations en tant que consultante autonome. Elle veut maintenant consacrer des efforts à l'avancement de l'évaluation dans le secteur public.

Sylvie Lefrançois

Sylvie Lefrançois depuis 1993 agit à titre de consultante en gestion auprès de ministères et d'organismes publics. Sa connaissance de l'administration publique lui confère une expertise particulière dans le fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Parmi ses intérêts de recherche, mentionnons l'utilisation de techniques

spécialisées permettant la mesure des résultats, l'analyse du rendement des programmes gouvernementaux et l'élaboration de tableaux de bord de gestion. Elle participe à l'élaboration et au développement de la fonction évaluative dans plusieurs ministères et elle enseigne les méthodes d'évaluation à l'École nationale d'administration publique.

Il nous importe de porter à votre attention le récent départ du Conseil d'administration de deux membres qui ont œuvré bénévolement afin de promouvoir la vie associative et la fonction d'évaluation au Québec. Il s'agit de mesdames Marie-Claude Brunet et Carole Duchesne.

Prix Reconnaissance 2000

Décerné à

Jean-René Bibeau

Ministre des Ressources naturelles

pour sa contribution exceptionnelle
à l'avancement de la pratique de
l'évaluation de programmes
au Québec



Patrick Moran, président

remis à Québec
lors du colloque annuel de la SQÉP
le 10 novembre 2000

Hélène Johnson, vice-présidente

Colloque 2000 : un bref coup d'oeil

Évaluation du 9^e Colloque de la SQÉP
tenu à l'ÉNAP le 10 novembre 2000

Retour sur
certains ateliers

Le dernier colloque de la SQÉP, **L'approche économique de l'évaluation de programme**, proposait aux évaluateurs-trices de programme d'explorer l'univers souvent mal connu des contributions et des outils d'analyse de la science économique à la méthodologie de l'évaluation de programme.

Bernard Fortin, professeur d'économie à l'Université Laval, débute le colloque en brochant un vaste tableau des apports de la science économique à l'évaluation.

Puis, quatre ateliers se déroulèrent le matin avec comme thèmes :

- Hervé Déry, Développement des ressources humaines Canada, *Profil de compétences pour un économiste-évaluateur*
- Jean-Thomas Bernard, Université Laval, *Programme énergétique du Québec*
- Gino Santarossa, ministère de la Solidarité sociale, *Programme de contribution parentale*
- Michel Martin, consultant, *Évaluation contingente : le cas des eaux souterraines*

Trois ateliers suivirent dans l'après-midi :

- Sylvie Rheault, ministère de la Santé et des Services sociaux, *Intégration d'une nouvelle profession*
- Léo Pelletier, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, *Analyse économique de la réforme d'un programme agricole*
- Michel Boucher, ÉNAP, *Programme de transport pour handicapés*.

La journée se termina par une plénière et un cocktail.

Soixante-douze personnes ont assisté au Colloque, ce qui était moindre que par les années passées, mais respectable compte tenu du thème plus spécifique de cette année. Le colloque a réussi à boucler ses revenus et dépenses.

L'endroit et l'accueil furent très appréciés, de même que la conférence d'ouverture. La remise des prix et le repas reçurent aussi un accueil favorable. La plénière fut jugée de moindre intérêt. La présence de conférenciers-économistes dont plusieurs étaient pour une première fois mis en contact avec une assemblée dominée par les évaluateurs-trices, fut trouvée intéressante.

Le rapport qualité/prix a été qualifié de satisfaisant par 40 % des répondant-e-s et de très satisfaisant par 60 % des répondant-e-s, ce qui permet de laisser le déroulement du Colloque 2000 sur une bonne note d'ensemble. Peu de commentaires négatifs ont été dégagés.

Les responsables du Colloque, avec Richard Marceau en tête, se sont montrés fiers de l'événement. Quelques nouveautés y ont été introduites : il s'agissait de la première fois que le thème du colloque était aussi concentré sur un sujet. De plus, la tenue d'ateliers avec un seul conférencier a permis d'avoir une vue approfondie sur des dimensions spécifiques.

Hélène Johnson et Jacques Gagnon

L'évaluation contingente, conférencier Michel Martin

Michel Martin, consultant en environnement, nous a présenté les méthodes d'évaluation contingente et des coûts évités qui permettent d'estimer la valeur économique de biens qui ne se transigent pas sur les marchés. Il a appliqué ces méthodes notamment pour déterminer la valeur économique des ressources en eaux souterraines au nord de Montréal.

Il a d'abord exposé les concepts sous-tendant ces méthodes. Le fondement économique consiste à démontrer que les avantages engendrés par une politique publique (ou privée) pour augmenter l'offre d'un bien doivent être supérieurs ou égaux aux coûts d'application de cette politique et qu'il faut tenir compte non seulement de ce que l'on peut connaître par les valeurs monétaires déjà révélées, mais aussi des autres non révélées. Il faut faire une analyse coûts-bénéfices extensive, tenant compte des valeurs d'usage perdues et de préservation dans le domaine des ressources naturelles et de l'environnement.

Une des façons de réaliser les calculs est de faire une enquête sur le terrain. D'une part, on peut demander ce que les personnes seraient prêtes à payer pour un programme de protection et de conservation (méthode d'évaluation contingente), d'autre part on peut essayer d'estimer les dépenses qu'elles auraient à encourir en



L'évaluation contingente (suite)

l'absence d'un programme de protection (méthode des coûts évités).

L'application des deux méthodes par une enquête auprès de 423 ménages a permis d'estimer que la valeur économique des eaux souterraines au nord de Montréal est de 250 millions \$ et qu'elle peut être d'un ordre de grandeur de 5 milliards \$ à l'échelle du Québec, en appliquant la méthode de transfert des bénéfiques.

L'étude de Michel Martin vient d'être publiée par l'Institut économique de Montréal et a fait l'objet de plusieurs articles dans les journaux. Les participant-e-s au colloque de la SQÉP ont pu toutefois

prendre connaissance de l'étude de Michel avant sa publication, de bénéficier d'un «scoop». C'est ici qu'on a pu voir que les économistes se servent aussi des méthodes à questionnaire pour apprécier ce qui est de nature plus qualitative.

Jacques Gagnon

Programme de transport pour handicapés, conférencier Michel Boucher

Michel Boucher, professeur à l'ÉNAP, a voulu nous démontrer comment l'analyse des politiques publiques sous l'angle économique peut contribuer à l'évaluation des programmes. Il s'est servi à cette fin de l'étude du service de transport adapté de la Société de transport de l'Outaouais.

Il a commencé à nous tracer la problématique et particulièrement, les acteurs en présence. Il a enchaîné avec les éléments qui conditionnent la demande : la tarification peu élevée, les bas revenus, les classes d'usagers-gères. Puis, il a analysé l'offre de transport et en a tiré des conclusions, à savoir qu'aucun producteur-trice n'est incité-e à être efficace et que la dynamique a changé avec le gel des subventions provinciales et locales. Le fonctionnement du marché a donc souffert d'en-gorgements.

L'explosion de la demande de transport adapté se produit régulièrement (ce qui peut être surnommé «bulle»). Lorsque ces bulles surviennent, un sous-groupe est privilégié plutôt qu'un autre (ex. les fauteuils roulants).

Suite à la page 9

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉVALUATION



Congrès 2001 BANFF

UNE FORCE MONTANTE :

L'ODYSSÉE DE L'ÉVALUATION CONTINUE

Banff Management Centre

Banff • Alberta

APERÇU DU CONGRÈS

APERÇU DU CONGRÈS

Réservez dès aujourd'hui dans votre agenda les dates du 21 au 23 mai 2001.

Quand

le 20 mai 2001

du 21 au 23 mai 2001

Ateliers préliminaires

Conférences

Les thèmes

- Élargir les horizons de l'environnement de l'évaluation
- Bâtir les capacités : élaborer et gérer les connaissances
- Transformer les pratiques en matière d'évaluation pour relever de nouveaux défis

Frais :

Ateliers préliminaires

200 \$ (journée entière)

100 \$ (demi-journée)

Conférences

450 \$

Étudiants soustraire 50 % de chaque tarif.


**Programme de transp
pour handicapés (suit**

Des conclusions générales peuvent être tirées à l'égard de ces bulletins

- Les personnes qui ont des déficiences ambulatrices voient favorisées lors des déplacements puisqu'elles utilisent plus fréquemment les déplacements régionaux en raison de leur importance relative dans la clientèle accessible.
- Les usagers qui ont recours aux déplacements régionaux se voient privilégiés par rapport à ceux qui demandent des déplacements occasionnels en raison de la procédure particulière de réservation.
- Les usagers qui ont des déficiences intellectuelles et qui se trouvent maintenant en résidence plutôt qu'en institution accaparent un fort pourcentage des déplacements régionaux.
- Les usagers qui sont les plus affectés sont les passagers en fauteuil roulant, principalement lors des déplacements occasionnels.

Michel a utilisé de nombreux tableaux et données pour faire sa démonstration, comme procède l'évaluateur féru de l'analyse des politiques publiques. Il a conclu que le transport adapté devrait tendre à revenir aux objectifs de dépenses

Jacques Gagnon

Suite à la page

Activité de formation et d'échanges

22 mars à Québec

29 mars à Montréal

La SQEP est agréée organisme formateur (loi du 1 %) par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité (certificat # 0005346)

Rendre utiles les indicateurs

leur utilisation convergente pour l'évaluation, la planification et la gestion

Animateur : Pierre Voyer
Professeur à l'ÉNAP

Auteur de Tableaux de bord de gestion et indicateurs de performance

Cette activité de perfectionnement d'une journée s'adresse à des évaluateurs et à des planificateurs qui identifient, produisent ou utilisent des indicateurs pour l'évaluation, la planification et la gestion dans le secteur public. En particulier, on vise ceux et celles qui souhaitent que ces indicateurs servent le plus possible de façon commune et convergente, en particulier en lien avec la gestion axée sur les résultats, dans l'esprit de la loi 82. Pour ce faire, nous verrons d'abord sur quelles bases bien identifier et paramétrer des indicateurs. Nous explorerons ensuite les étapes d'analyse et les meilleures façons de mettre ces indicateurs en perspective et d'en faire l'interprétation en fonction de leur(s) utilisation(s). Des exemples viendront illustrer les modèles, en particulier des courts témoignages de participants. Nous choisirons une ou deux propositions de témoignage à titre d'illustration. Un atelier d'application et une plénière de mise en commun permettront finalement aux participants d'appliquer concrètement la méthode puis de partager les résultats de leur apprentissage.

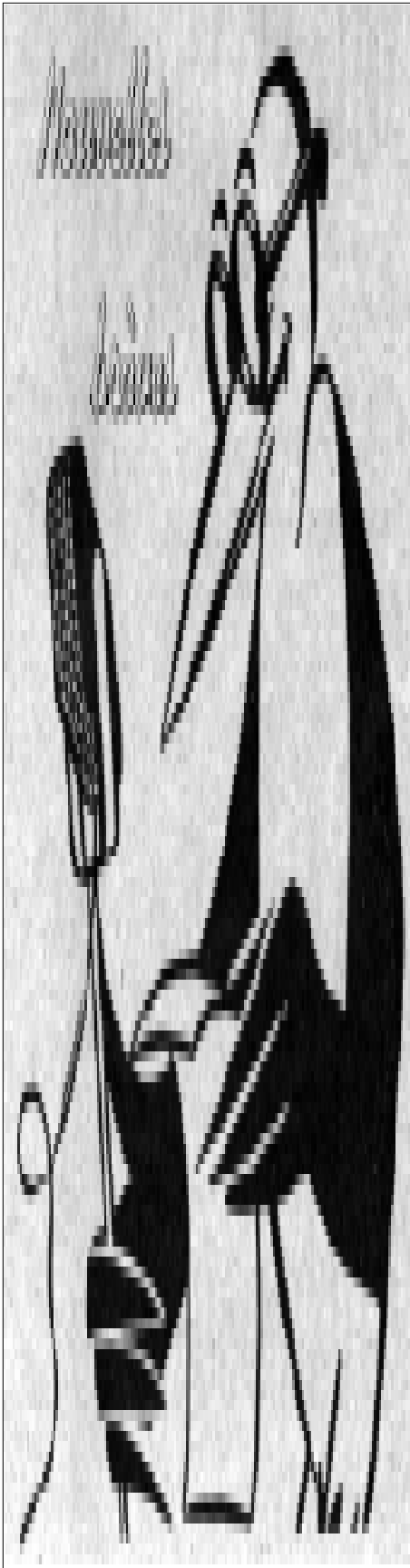
Nous invitons donc ceux qui le désirent à soumettre à l'avance une proposition de témoignage à pierre_voyer@enap.quebec.ca.

Une bonne occasion pour les évaluateurs et les planificateurs d'explorer certaines pistes prometteuses offertes par de « nouvelles » pratiques de gestion !

Endroit :
Montréal et Québec
ÉNAP
de 9 h 00 à 16 h 30

INSCRIPTION

par téléphone ou télécopieur : (418) 847-9850
par courrier électronique : sqep@medlom.qc.ca
<http://www.évaluationcanada.ca/sqep/>



Programmes de formation universitaires



Nouveau programme de maîtrise internationale en évaluation et gestion des technologies de la santé

S'adresse à : une clientèle dans le domaine de la santé qui vise à acquérir des compétences supplémentaires

Conditions : diplôme de 1^{er} cycle dans un domaine pertinent et 2 à 3 ans d'expérience en recherche, pratique médicale ou gestion ou diplôme de 2^e cycle dans un domaine pertinent

Durée : 4 modules intensifs de 14 jours (1. Montréal, 2. Barcelone, 3. Rome, 4. Ottawa)

Date limite d'inscription : mi-mars 2001

Pour plus de renseignements concernant les frais d'inscription, de déplacements, de séjour, bourses, etc., visitez le site web : www.hta-master.com.



Programme franco-québécois DESS, «Qualité, Évaluation, Organisation et Performance dans les établissements de santé», intitulé QUEOPS

- Développé par le Département d'administration de la santé (DASUM) en partenariat avec deux institutions françaises : l'École Nationale de Santé Publique de Rennes (ENSP) et l'Université de Technologie de Compiègne (UTC), le DESS QUEOPS s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui assument déjà des responsabilités de gestion de la qualité dans un établissement de santé ou qui désirent travailler dans ce domaine.
- Le programme, d'une durée d'un an, comprend des cours articulés autour de quatre modules de deux semaines, offerts en alternance dans chacune des institutions : Université de Montréal (UdM), UTC et ENSP. De la formation à distance entre les modules complètent le programme.
- Module 1 : Concepts qualité et évaluation dans les systèmes de soins
Université de Montréal : du 4 au 15 juin 2001
- Module 2 : Outils et méthodes en qualité
Université de Technologie de Compiègne (UTC) : du 1er au 12 octobre 2001
- Module 3 : Développement organisationnel en qualité dans les établissements de santé
École Nationale de Santé Publique (ENSP) à Rennes : du 11 au 22 mars 2002
- Module 4 : Activités d'intégration en qualité
Université de Montréal : du 10 au 21 juin 2002
- La date limite de dépôt des dossiers pour la prochaine cohorte (4 juin 2001 au 21 juin 2002) est le 16 mars 2001.

Information : Mme Carine Bertrand
Tél. : (514) 343-5610
Télécopie : (514) 343-7323
Courriel : carine.bertrand@umontreal.ca
Site Web : [www.mdas.umontreal.ca/\(rubrique\)Programmes](http://www.mdas.umontreal.ca/(rubrique)Programmes)

**Autres conférenciers
conférencières (suite)**

Au cours de la conférence d'ouverture prononcée par Monsieur Bernard Fortin, du Département d'économique de l'Université Laval, l'assistance a mis à jour ses connaissances sur les fondements de différentes approches économiques, les limites, avantages et les points faibles de chacune.

Par la suite, des ateliers ont permis de comprendre comment les approches économiques peuvent être mises à contribution dans différentes démarches d'évaluation de politiques publiques, de projets pilotes et de programmes.

On apprenait ainsi qu'il est utile d'être «au courant» des théories de base en économie pour être en mesure de comprendre et de juger de la pertinence des politiques de prix et de l'impact des pratiques de déréglementation sur les marchés nationaux et internationaux de l'électricité.

C'est ainsi que Monsieur Jean-Thomas Bernard, du Département d'économique de l'Université Laval, a expliqué clairement le rôle accru de la concurrence dans l'industrie de l'électricité. Tout à fait à l'aise dans son rôle de professeur, Monsieur Bernard a facilité notre compréhension en traçant au tableau des courbes illustrant certains principes de base de la théorie économique et en présentant de nombreux exemples. Après avoir présenté une rétrospective de l'industrie de l'électricité jusqu'à nos jours, il a passé en revue les modifications déjà apportées à la structure de cette industrie et a terminé en analysant les principales forces en présence et les enjeux importants. L'analyse de l'impact économique des politiques publiques en matière d'électricité a non seulement permis aux participant-e-s de situer le Québec dans le vaste courant de l'industrie

de l'électricité mais également de prévoir la catastrophe énergétique actuellement en cours dans l'état de la Californie.

M. Hervé Déry, du ministère du Développement des ressources humaines du Canada, après avoir brièvement décrit les principaux mandats de son ministère ainsi que le rôle qu'y joue l'évaluation de programme, a consacré l'essentiel de sa conférence à la présentation des forces et des faiblesses de l'économiste-évaluateur-trice. Ses principales forces sont sa capacité analytique, son esprit logique et cartésien, sa connaissance des méthodes quantitatives et des théories sur l'économie du marché de travail ainsi que sa capacité de développer des options.

Par contre, du côté des faiblesses, on relève l'aspect parfois très théorique de son travail, son incapacité d'intégrer son travail dans le cadre opérationnel de son organisation, une connaissance limitée des pratiques de bonne gestion et des méthodes qualitatives, une difficulté d'intégrer plusieurs sources d'information ainsi qu'une difficulté à vulgariser les résultats de ses évaluations.

M. Léo Pelletier, économiste au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation dans son allocution intitulée «Analyse économique de la réforme d'un programme agricole» a d'abord décrit le programme de remboursement de taxes municipales et scolaires géré par son ministère et son évolution au cours des années. L'explosion des coûts au cours des dernières années a été telle que le ministère est aujourd'hui contraint de réformer le programme. Les différentes options envisagées pour maîtriser les coûts sont présentées avec leurs avantages et leurs inconvénients. En faisant ainsi le lien entre les résultats du programme et les options envisagées pour remédier aux problèmes constatés, monsieur Pelletier

souligne le rôle stratégique de l'évaluation de programme dans le processus de planification stratégique d'un ministère.

Dans un autre atelier madame Sylvie Rheault, du ministère de la Santé et des Services sociaux, nous a entretenus des enjeux et des difficultés de l'évaluation économique de la pratique sage-femme au Québec. En effet, l'évaluation coût-efficacité et l'évaluation de la productivité des maisons de naissances s'ajoutaient aux autres objectifs inscrits dans le mandat du Conseil d'évaluation qui devait se prononcer sur l'opportunité de permettre ou non la pratique sage-femme au Québec. Madame Rheault a présenté la méthodologie et une synthèse des résultats d'une étude comparative pour mesurer les coûts engendrés par le suivi de grossesse et l'accouchement de deux groupes de clientes, soit un groupe expérimental de 1 000 femmes suivies par des sages-femmes et un groupe témoin apparié constitué de 1 000 femmes ayant reçu un suivi médical traditionnel.

Si l'on pouvait conclure que les coûts étaient relativement semblables pour les deux groupes de clientes, des différences sont apparues au niveau des effets tels que l'humanisation des soins, l'utilisation de technologies obstétricales, la morbidité et la mortalité infantile. La période de questions a été très animée car les émotions prenaient vite le pas sur les chiffres quand on discutait des critères d'évaluation tels que la santé et le mieux-être (choisir la mère ou l'enfant?) et du doute sur la mortalité (quelle est valeur d'une vie humaine?).

Hélène Johnson et Patrick Moran

N.B. Les textes de présentation complets de plusieurs ateliers sont accessibles en consultant le site Web de la SQÉP :

<http://www.evaluationcanada.ca/sqep/>

FORMULAIRE D'ADHÉSION À LA SQÉP ET À LA SCÉ

Nom:

Titre:

Organisation:

Adresse:

Tél. bureau: ()

Tél. résidence: ()

Télécopieur bureau: ()

Télécopieur résidence: ()

Courriel bureau:

@

Courriel résidence:

@

95 \$ Individu SQÉP-SCÉ

35 \$ Individu SQÉP

35 \$ Étudiant-e SQÉP-SCÉ

20 \$ Étudiant-e SQÉP

Secrétariat de la SQÉP, 199, boul. Valcartier, Loretteville (Québec) G2A 2M8

Téléphone/Télécopieur : 418-847-9850 Courriel : sqep@mediam.qp.ca